



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

CES ENJEUX MAJEURS OCCULTÉS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE : LA CRISE DES PRISONS

Romuald Sciora / Chercheur associé,
directeur de l'Observatoire politique
et géostratégique des États-Unis, IRIS

Juillet 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Romuald Sciora / Chercheur associé, directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis, IRIS

Romuald Sciora est chercheur associé à l'IRIS et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS. Essayiste, politologue et documentariste franco-américain né en 1970, il vit aux États-Unis. Il est spécialiste de l'ONU, des relations internationales et des États-Unis.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Les prisons américaines sont confrontées à une crise sans précédent. Alors que les discours politiques mettent en avant la sécurité et la justice, la réalité du système carcéral révèle une situation alarmante de surpopulation, de conditions inhumaines et de réhabilitation inefficace. Cette crise, exacerbée depuis les années 1980 par des politiques de répression et d'incarcération massive, affecte de manière disproportionnée les minorités ethniques et les classes défavorisées.

LA SURPOPULATION CARCÉRALE

Le système pénitentiaire américain abrite aujourd'hui environ 2,3 millions de personnes, faisant des États-Unis le pays avec le taux d'incarcération le plus élevé au monde. Cette surpopulation résulte en grande partie des politiques de « guerre contre la drogue » et des peines minimales obligatoires. Depuis les années 1980, ces politiques ont entraîné une augmentation drastique des arrestations et des condamnations pour des infractions souvent non violentes liées aux drogues. En 1980, le nombre de personnes incarcérées pour des délits liés à celles-ci était d'environ 50 000, chiffre qui a grimpé à plus de 400 000 en 2019.

Cette surpopulation carcérale signifie que de nombreuses prisons fonctionnent bien au-delà de leur capacité prévue. Le *Federal Bureau of Prisons* (FBOP)¹ a rapporté que ses établissements fonctionnaient à 115 % de leur capacité en 2018. Dans certains États, la situation est encore pire, comme la prison du Los Angeles County, qui fonctionnait à 150 % de sa capacité en 2019. Cela entraîne des conditions de vie insoutenables, avec des cellules conçues pour une personne abritant souvent deux ou trois détenus. Un rapport de Human Rights Watch de 2020 a révélé que dans plusieurs prisons surpeuplées, ces derniers, faute de lits disponibles, dormaient sur des matelas posés à même le sol dans des couloirs.

La surpopulation carcérale exacerbe également les tensions et les violences entre détenus. Une étude de l'*American Sociological Association* (ASA)², a montré que les prisons surpeuplées ont un taux de violence entre détenus 40 % plus élevé que celles fonctionnant à leur capacité normale. En 2018, une émeute à la prison de Lee en Caroline du Sud a fait sept morts et plus de vingt blessés, illustrant les conséquences tragiques de cette situation.

¹ Le *Federal Bureau of Prisons* (Bureau fédéral des prisons) est une agence du gouvernement des États-Unis qui relève du Département de la Justice. Sa principale responsabilité est la gestion et l'administration des établissements pénitentiaires fédéraux et des détenus placés sous la juridiction du gouvernement fédéral. Le *Federal Bureau of Prisons* supervise également les délinquants en liberté conditionnelle et les délinquants sous surveillance communautaire post-incarcération.

² L'*American Sociological Association* (Association américaine de sociologie) est une organisation fondée en 1905. Elle regroupe des sociologues et d'autres professionnels dans le domaine de la sociologie. L'ASA joue un rôle crucial dans la promotion de la sociologie en tant que discipline académique et dans la diffusion de recherches à travers ses publications, conférences et autres activités académiques.

L'IMPACT SUR LES MINORITÉS ETHNIQUES

Les Africains-Américains et les Latinos sont surreprésentés dans les prisons américaines. Un Africain-Américain a cinq fois plus de chances d'être incarcéré qu'un blanc. En 2018, les Noirs représentaient environ 13 % de la population américaine, mais constituaient près de 33 % de la population carcérale. Les Latinos, représentant environ 16 % de la population totale, constituaient près de 23 % de la population carcérale. Ces inégalités reflètent les biais systémiques et les discriminations persistantes dans le système judiciaire américain.

Les politiques de la « guerre contre la drogue » ont eu un impact disproportionné sur les communautés africaines-américaines et latinos. En 1986, des lois imposaient des peines beaucoup plus sévères pour le crack, une drogue plus couramment utilisée dans les communautés africaines-américaines, par rapport à la poudre de cocaïne, plus couramment utilisée dans les communautés blanches. En 2016, les Noirs étaient incarcérés pour des infractions liées aux drogues à un taux six fois supérieur à celui des Blancs.

De plus, les pratiques de maintien de l'ordre telles que le profilage racial exacerbent cette disparité. Une étude de l'American Civil Liberties Union (ACLU)³ réalisée en 2014 a révélé que les Africains-Américains étaient 3,73 fois plus susceptibles d'être arrêtés pour possession de marijuana que les blancs, malgré des taux d'utilisation similaires. Une étude de l'Université de Harvard a montré que les juges infligent en moyenne des peines 20 % plus longues aux Africains-Américains et 17 % plus longues aux Latinos par rapport aux blancs pour des infractions similaires.

Les disparités raciales dans les taux d'incarcération ont également des conséquences économiques et sociales profondes. En 2017, environ 1,5 million d'enfants africains-américains avaient un parent incarcéré, ce qui affecte leur stabilité familiale et leurs perspectives économiques futures. Les antécédents judiciaires rendent également difficile la réinsertion des anciens détenus dans le marché du travail, exacerbant les inégalités économiques.

LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

L'incarcération massive a des conséquences désastreuses pour les familles et les communautés. Les enfants de détenus, souvent confrontés à des difficultés scolaires et émotionnelles, sont plus susceptibles de développer des troubles comportementaux et de

³ L'American Civil Liberties Union (l'Union américaine pour les libertés civiles) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif fondée en 1920. Son objectif principal est de défendre et de protéger les droits civils et les libertés individuelles garanties par la Constitution et les lois des États-Unis.

décrocher de l'école. En 2017, environ 2,7 millions d'enfants aux États-Unis avaient un parent incarcéré, créant un cycle intergénérationnel de difficultés économiques et sociales.

L'impact économique de l'incarcération massive s'étend au-delà des familles, avec des coûts énormes pour les contribuables. En 2019, les États-Unis ont dépensé environ 81 milliards de dollars pour les systèmes pénitentiaires. Cet argent pourrait être investi dans des programmes de prévention, d'éducation et de réhabilitation, plutôt que de maintenir des prisons surpeuplées et des systèmes judiciaires surchargés.

Les familles des détenus perdent environ 15 000 dollars de revenus annuels, ce qui les plonge souvent dans la pauvreté. Les anciens détenus rencontrent d'énormes obstacles à l'emploi en raison de leurs antécédents judiciaires. En 2018, le taux de chômage parmi eux était de 27 %, soit près de cinq fois plus élevé que le taux de chômage national. Cette exclusion du marché du travail contribue à des taux de pauvreté plus élevés et à une dépendance accrue aux services sociaux.

Les communautés à forte concentration de résidents incarcérés subissent également des effets négatifs. La perte de membres actifs de la communauté affaiblit la structure sociale et économique de ces quartiers. L'incarcération massive accentue les inégalités raciales et économiques, en privant de nombreuses communautés de couleur de ressources humaines et économiques vitales. Par exemple, dans certains quartiers de Chicago et de Baltimore, jusqu'à 70 % des hommes africains-américains ont un casier judiciaire, ce qui limite considérablement les perspectives économiques et sociales de leurs communautés.

CONCLUSION

La crise des prisons aux États-Unis est un enjeu majeur souvent occulté dans les débats politiques, y compris dans l'actuelle course à la Maison-Blanche. Aborder la réforme du système pénitentiaire implique de confronter des décennies de politiques discriminatoires et de pratiques judiciaires inéquitables, ce qui peut être politiquement risqué. Les candidats préfèrent souvent se concentrer sur des sujets perçus comme ayant un impact plus direct et immédiat sur la vie des électeurs, tels que l'économie, la santé et la sécurité nationale.

Pourtant, l'incarcération massive continue d'avoir des conséquences sociales et économiques désastreuses. Pour atténuer ces conséquences, il est crucial de réformer le système pénitentiaire américain. Des initiatives visant à réduire les peines pour les infractions non violentes, à améliorer les programmes de réhabilitation et à soutenir la réinsertion des anciens détenus peuvent aider à diminuer les coûts économiques et sociaux. En investissant dans des programmes de prévention et d'éducation, les États peuvent renforcer les familles et les communautés, réduisant ainsi les taux de criminalité et de récidive.

L'incarcération massive aux États-Unis affecte non seulement les familles et les communautés des détenus, mais impose également un fardeau financier énorme aux contribuables. Une réforme systémique et des investissements dans des alternatives à l'emprisonnement sont nécessaires pour créer un système de justice véritablement impartial et plus efficace. Il est impératif que les débats politiques intègrent cette question cruciale.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.